Cher [nom du député],

Je vous écris pour vous remercier du temps et de l'intérêt que vous avez manifestés pour notre communauté et pour notre publication. Nous restons engagés envers nos lecteurs, en fournissant un journalisme de qualité et des nouvelles locales à notre communauté.

Vous vous souviendrez que nous avons discuté de la demande des éditeurs de médias d'information de légiférer sur les pratiques monopolistiques des géants du web, Facebook et Google. Le gouvernement fédéral s'est engagé à présenter au cours de cette session parlementaire un projet de loi qui garantira que ces plateformes paieront le contenu qu'elles utilisent à partir de nos publications et négocieront les revenus publicitaires de manière équitable et transparente. D'autres pays dans le monde ont adopté des mesures législatives pour faire face à ces plateformes, car les éditeurs de nombreuses juridictions sont confrontés aux mêmes défis.

L'article ci-joint résume bien la situation et vous pouvez vous y référer lors de votre entretien avec le ministre du patrimoine. Je vous prie de me faire savoir si vous avez l'occasion de discuter de la question et/ou d'envoyer une lettre au ministre. Nous avons besoin de votre aide et nous avons aussi besoin que le gouvernement présente une législation au début de 2021.

Je tiens à vous remercier encore une fois pour le service que vous rendez à notre communauté. Celui-ci est très apprécié, en particulier en cette année si difficile.

Salutations,

**Ne vous laissez pas distraire par le *spin*.**

**Facebook et Google sont une menace pour les médias d'information locaux**

Récemment, les réfutations et les interprétations dont vous avez entendu parlées récemment sont le fruit des démarches frénétiques de deux des entreprises les plus riches et les plus puissantes de l'histoire de l'humanité.

Au terme de deux décennies de pratiques prédatrices impitoyables de la part de Google et de Facebook, les pays démocratiques et soumis aux lois du marché partout au monde prennent des mesures pour limiter leurs comportements monopolistiques. Et les géants du web ripostent.

Ils déploient une troupe de lobbyistes et de membres de conseils d'administration grassement payés - dont un ancien vice-premier ministre britannique - et ils saturent le marché des idées. Google et Facebook ont récemment publié dans les pages éditoriales de ce journal qui contenait des arguments visant à préserver leur pouvoir et leur richesse.

Les parlements du monde entier appellent les deux multinationales à rendre compte de toutes leurs activités, de la marchandisation des données les plus privées de leurs utilisateurs à leur rôle dans la diffusion de la désinformation.

Mais en aucun secteur n’ont-ils eu un impact plus corrosif que dans la couverture des nouvelles locales. Le mois dernier, un [rapport](http://www.newsmediaalliance.org/wp-content/uploads/2020/10/Local-Journalism-Report-10.27.20_FINAL.pdf) du Sénat américain a décrit comment les pratiques des deux entreprises ont contribué à la faillite de [plus de 2 000 journaux locaux](https://www.usnewsdeserts.com/reports/news-deserts-and-ghost-newspapers-will-local-news-survive/) – plus d'un quart de tous les journaux publiés aux États-Unis – au cours des 15 dernières années, créant ainsi des "déserts d'informations" dans de vastes régions d'Amérique. Le rapport indique que "Ces entreprises qui génèrent des billions de dollars récupèrent le contenu et les données des nouvelles locales pour leurs propres sites et tirent parti de leur domination du marché pour forcer les nouvelles locales à accepter une compensation minime, voire nulle, pour leur propriété intellectuelle. Par ailleurs, le marché de la publicité en ligne est désormais dominé par les annonces programmatiques, avec les services de publicité numérique revendiquant la moitié de chaque dollar publicitaire, ce qui fait dévier encore plus les fonds du journalisme local. “

Au Canada, ces mêmes tactiques sont en jeu, mais la part des revenus publicitaires de Google et Facebook a atteint la barre des 80% au pays.

Les géants du web veulent faire croire aux gouvernements et au public que les journaux canadiens eux-mêmes sont à blâmer parce qu'ils n'en ont pas assez fait pour rester à la page. C'est manifestement faux. Les journaux du pays - y compris celui que vous lisez en ce moment - ont adopté la technologie de manière précoce et agressive.

Mais rapporter de vraies informations coûte cher. Et comme Google et Facebook utilisent leur contrôle monopolistique pour se partager la part du lion et les recettes publicitaires et qu'ils utilisent des techniques et des algorithmes opaques pour renforcer leur contrôle, ils font pencher la balance au détriment des journaux locaux.

Le moment est venu d'agir, avant que les « déserts d'informations » n'envahissent le paysage canadien, comme cela a été le cas au sud de la frontière. Nous n'avons pas besoin de fonds publics, de nouvelles taxes ou de frais à l'usage ; il appartient au gouvernement du Canada de prendre des mesures contre un dangereux monopole sectoriel et de contribuer à niveler les règles du jeu pour les médias d'information locaux.

C'est justement ce qui se passe en Australie, un pays qui ressemble beaucoup au Canada en matière de culture politique, système législatif, structure fédérale et un fort sentiment d'identité régionale. Tous les partis au Parlement australien se sont réunis pour appuyer une solution globale qui exige que Google et Facebook négocient des conditions équitables avec les médias d'information et soutenir un code de conduite ayant une force exécutoire.

Là aussi, les faits comptent. Contrairement à ce que prétendent les géants du web canadiens concernant l'approche australienne, le fait est que, après une année de discussion, les entreprises dans l’industrie en Australie, y compris Facebook et Google, collaborent pour s'assurer que le modèle fonctionne pour tous les participants de ce marché. Le même résultat peut certainement être obtenu au Canada.

Les éditeurs des quotidiens, des publications régionales, communautaires et ethnoculturelles qui représentent plus de 90 % du lectorat des médias d'information au Canada se sont réunis pour inciter le Parlement canadien à adopter le modèle australien. Voilà la principale recommandation du rapport que nous avons mandaté: *www.nivelerlesreglesdujeu.ca*.

Jadis, Google et Facebook étaient des entités marginales. Après le temps, les deux entreprises ont contribué de manière significative et tangible au progrès mondial et à l'autonomisation. Mais aujourd'hui, ils sont devenus des mastodontes ressemblant en rien à leurs racines iconoclastes d'il y a vingt ans. Aujourd'hui, ce sont de gigantesques multinationales, dont les revenus annuels dépassent le PIB de presque toutes les nations du monde.

Aucune entité qui amasse autant de pouvoir et de richesse, qu'il s'agisse d'une nation ou d'une entreprise, ne la cédera sans se battre.

C'est là que le gouvernement doit entrer en scène, non pas pour imposer sa propre volonté ni pour décider quelles informations les gens peuvent ou ne peuvent pas voir comme le prétendent les géants du web mais pour empêcher les monopoles, les abus de pouvoir et garantir une concurrence réelle et équitable.

D'autres pays mettent en place des mesures pour que les géants du web n'écrasent pas les médias d'information locaux. Nous demandons au Canada de faire de même.

*Jamie Irving est vice-président de Brunswick News Inc. et président du groupe de travail de Médias d’info Canada.*